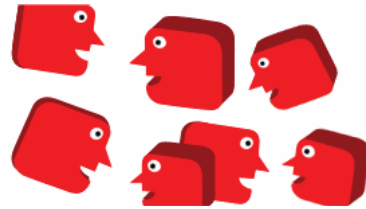




manifesto2009.pes.org  
Yourspace



## Contribution du **sp.a** au Manifeste 2009 du PSE

### Avant-propos:

*Une consultation pour le manifeste 2009 du PSE a été menée ces dernières semaines à l'initiative du secrétariat international du **sp.a**. Les 4 documents du PSE relatifs à ce Manifeste ([manifesto2009.pes.org](http://manifesto2009.pes.org)) ont servi de point de départ aux discussions. Vous en trouverez les conclusions ci-dessous. Il est à noter qu'il ne s'agit pas encore d'un projet de programme électoral du **sp.a** ni d'une prise de position globale, mais bien de l'énumération d'un certain nombre de priorités recensées lors de la consultation et que le **sp.a** souhaite voir figurer dans le manifeste du PSE.*

L'Europe se trouve dans un monde globalisé qui a à présent atteint sa vitesse de croisière. Des messages alarmants se font entendre un peu partout. Nombreux sont ceux qui vivent dans l'inquiétude et l'incertitude. Certains courants veulent nous faire croire que nous lâchons prise et utilisent la peur comme moyen de répression. Ils profitent ainsi clairement des inégalités existantes. En revanche, l'inégalité et l'injustice sont pour les socialistes le moteur de toute action politique. C'est pour nous l'essence même d'une Europe sociale.

Les inégalités se situent en partie au niveau mondial. C'est pourquoi nous devons agir à l'échelle mondiale. Cela signifie que nous devons développer un leadership mondial doté d'institutions solides et d'une série d'engagements valables pour tous. A cet effet, l'Europe doit d'abord user de son statut de '*superpower in standards*'. En imposant des normes efficaces et progressistes, l'Europe peut devenir un exemple à suivre pour le reste du monde.

Notre vision du monde s'accompagne d'un sentiment permanent d'indignation. Si nous voulons supprimer les inégalités, nous devons avoir suffisamment d'influence. Aussi, en tant que socialistes et sociaux-démocrates, nous devons vraiment faire la différence et signifier clairement où se trouve la différence dans les choix politiques. Nous plaidons pour une Europe forte. Mais l'influence croissante de l'Europe ne doit pas signifier que nous devons prendre nos distances par rapport à ce que nous avons acquis à divers égards. Bien au contraire, nous devons renforcer ces acquis par le biais d'une réglementation européenne.

### 'L'Europe dans le monde'

1. L'Europe doit engager des relations commerciales de manière telle que l'économie soit au service des gens et non l'inverse. Les institutions de Bretton-Woods doivent contribuer à gérer l'économie mondiale suivant cette priorité. Les **normes sociales et environnementales** doivent être prises en compte dans toutes les relations commerciales nouées par l'Europe. Nous plaidons pour une **loi européenne du Commerce équitable**.

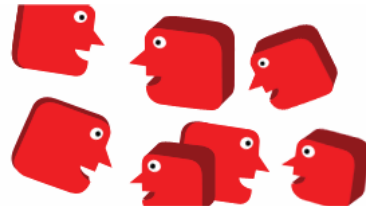
2. Promouvoir un travail décent pour tous est une priorité qui figure déjà dans les textes de discussion du PSE. Nous voulons insister encore davantage sur ce thème en ajoutant que 'l'Europe doit mettre au centre des préoccupations internationales la promotion du **travail décent avec revenu décent**, la garantie des droits sociaux et la régularisation des acteurs privés.'

3. Nous lançons un appel fort pour que la **loi Tobin** soit transposée en loi partout en Europe. D'après les estimations, cette petite taxe sur les transactions monétaires de plus de 10.000



manifesto2009.pes.org

Yourspace



euros rapporte annuellement entre 30 et 50 milliards d'euros au niveau mondial. Cet argent peut être utilisé pour la coopération au développement.

4. La création d'un **Fonds central de la santé à l'échelle mondiale** est nécessaire pour permettre à chacun d'avoir accès aux soins de santé de base. Le fond permettrait à chacun de bénéficier annuellement du minimum absolu de \$ 38. Les pays en voie de développement peuvent bénéficier d'un financement de leurs dépenses en soins de santé à condition qu'ils y consacrent au moins 3% de leur PNB. Les pays industrialisés font un don de 15% de leur budget de la coopération au développement, qui équivaut à 0,7% du PNB, à ce fonds.

5. Il est temps de s'attaquer concrètement au développement d'une véritable **politique européenne en matière de sécurité et de défense**. Les possibilités qu'offre le Traité de Lisbonne à ce niveau doivent être utilisées pleinement. La prévention des conflits et les missions de maintien de la paix doivent continuer à faire l'objet de toutes les attentions.

6. L'Europe doit être l'instigatrice d'un accord international et global pour la **politique climatique post-Kyoto**, en partant du principe des responsabilités communes et différenciées de tous les acteurs et pays. L'atténuation, l'adaptation, la technologie et le financement en sont les fondements.

'Sauvez notre planète'

1. Nous estimons que l'UE doit **diminuer de 30% ses émissions de gaz à effet de serre d'ici 2020** pour que la hausse moyenne de la température à l'échelle mondiale soit inférieure à 2°C. Une transition technologique et économique s'impose, de même qu'une mutation sociale et culturelle, notamment dans la manière de construire et d'isoler nos habitations et dans nos habitudes de déplacements. A cet égard, l'Europe doit contribuer à la promotion de nouvelles normes.

2. Nous devons aider les pays en voie de développement à limiter leurs émissions de gaz à effet de serre. La **solidarité internationale** est également indispensable pour compenser les effets néfastes des changements climatiques.

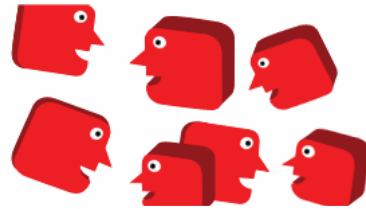
3. L'impact négatif de certains changements ne peut pas être répercuté sur ceux qui éprouvent déjà des difficultés à l'heure actuelle. L'aspect social de la politique climatique doit prévaloir. Les **pouvoirs publics** ont un rôle important à jouer en la matière. Mais les industries ayant recours à d'anciennes technologies, qui par le passé ont été considérablement subventionnées ou qui ont pu appliquer des tarifs élevés sur un marché protégé, doivent participer aux frais.

4. Nous devons procéder à une **refonte** très poussée et audacieuse **de nos structures énergétiques**. Nous devons mettre en place une politique mettant fortement en exergue la production décentralisée (éoliennes, panneaux solaires), les réseaux qui relient entre elles d'importantes sources de production d'énergie renouvelable (parcs à éoliennes off-shore, énergie hydroélectrique en régions de montagne), ainsi que les réseaux qui permettent de mieux harmoniser l'offre et la demande par le biais de techniques de mesure intelligentes.

5. L'Europe doit mener une **politique technologique innovante et d'avant-garde** en matière des normes en vigueur pour les appareils, les véhicules, les processus et les



manifesto2009.pes.org  
Yourspace



habitations. Les normes du futur devront dès lors être fixées par ceux dont les prestations sont les meilleures en termes d'efficacité énergétique.

6. La politique du **développement durable** comprend d'autres matières que la politique du climat, bien que certains domaines (comme la biodiversité, la réduction des émissions,...) peuvent avoir des liens étroits avec ce sujet.

'Une nouvelle Europe sociale'

1. L'Europe doit tenir compte de la manière spécifique dont les soins de santé sont organisés. **Pas de 'commercialisation' inutile**. Les bases sociales en la matière ne peuvent être subordonnées au marché. Cette condition est nécessaire pour que notre modèle reste abordable, accessible et de qualité. Pour poursuivre le développement d'un système social et solidaire dans un contexte européen, le dialogue entre les différents acteurs est indispensable.

2. Dans la nouvelle Europe sociale, les **services publics généraux** restent une pierre angulaire de notre état providence. Ils bénéficient d'un statut bien distinct, qui n'est pas soumis aux règles du marché unifié. Accessibilité, qualité et service universel sont les trois critères de base.

3. Nous devons aussi assurer le **financement** nécessaire. L'Europe doit fixer des conditions minimales pour le financement des services publics et la sécurité sociale, ainsi que dans le cadre d'une redistribution équitable, comme par exemple des tarifs minimum pour **l'impôt des sociétés** dans toute l'Europe. L'assurance d'une collaboration optimale entre les différents services de contrôle est un atout majeur.

4. Le développement de la dynamique du dialogue social doit également se poursuivre au niveau européen. Nous préconisons un renforcement du **conseil d'entreprise européen**. Les entreprises qui réalisent d'importantes **restructurations** doivent rendre davantage de comptes à la Commission. De plus, nous devons établir des directives et des systèmes de justification plus contraignants au niveau de **l'entrepreneuriat socialement responsable** (politique sociale, impact sur l'environnement, protection des consommateurs, gouvernance des entreprises).

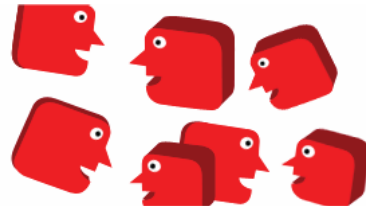
5. Mettre l'accent sur la croissance et l'emploi uniquement n'est pas une solution. L'enseignement, l'éducation et un haut niveau de protection sociale doivent aller de pair avec la croissance économique. Nous plaçons pour du travail de qualité mais aussi pour du **travail 'acceptable'** qui permette de concilier vie professionnelle et vie privée. Personne ne peut rester sur la touche, tout un chacun a le droit de bénéficier des emplois créés. L'Europe ne doit pas continuellement mettre en balance les droits sociaux et le libre marché. **Grève et action sociale** sont des droits acquis.

6. Marché interne signifie également libre circulation des travailleurs. Cela ne doit pas entraîner une diminution des droits sociaux. Au contraire, les normes doivent être revues à la hausse partout. Nous voulons un **traitement équitable avec les normes les plus élevées** pour tous les travailleurs, et ce dans l'ensemble de l'Europe. L'Europe doit éliminer les lacunes de la législation actuelle et veiller à ce que le marché interne ne porte pas atteinte au modèle social. Nous pouvons gagner la lutte contre le travail au noir et le dumping social



manifesto2009.pes.org

Yourspace



en renforçant la collaboration européenne, notamment avec la création d'un **Europol social** et une révision de la **directive de détachement**.

7. L'Europe doit jouer un rôle de précurseur à l'égard des personnes âgées afin qu'elles restent impliquées dans la société. Nous voulons une **norme européenne minimale en matière de pensions**, ce qui permettra de les augmenter. La fracture numérique risque de s'aggraver avec le vieillissement de la population. Nous attendons de l'Europe qu'elle mette tout en oeuvre pour combattre une société des extrêmes.

8. Il n'est pas concevable qu'un pays soit appelé à rendre des comptes sur la suppression de sa dette publique mais pas, par exemple, sur la suppression de la pauvreté infantile. Tout comme il existe des objectifs climatiques ambitieux, il faut également se fixer des objectifs sociaux ambitieux et contraignants dans un nouveau texte faisant suite aux objectifs de Lisbonne. Partout en Europe, nous devons ensemble placer la barre sociale plus haut. Non seulement en proposant des objectifs mais aussi en prévoyant des minima, comme un **salaire minimum**.

#### Démocratie européenne et diversité

1. L'Europe a toujours été un précurseur dans le domaine de la **non-discrimination**. Bien que certains états membres aillent au-delà des directives prescrites actuellement et qu'ils offrent la même protection, une certaine cohérence s'impose au niveau européen. Seule une nouvelle directive européenne pourra fournir un cadre cohérent. Il devra s'agir d'une directive globale qui fasse preuve de la même rigueur pour tous les motifs de discrimination. Quiconque sera victime de discrimination, qu'elle soit basée sur le handicap, la sexualité, la religion ou l'âge, aura la possibilité de porter plainte auprès d'un juge.

2. Au début de la législature, les **commissaires européens** devront présenter leur note politique devant les différents parlements nationaux. Si les parlements le souhaitent, un commissaire européen pourra être interpellé sur un projet de loi.

3. Au niveau européen, nous plaçons pour l'organisation d'une réflexion plus large sur la façon d'informer les jeunes sur l'Europe. Cela requiert une concertation entre les différents acteurs de l'enseignement. Le fait de ne pas se sentir impliqué porte préjudice à la légitimité d'un projet.